



NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
BUREAU SOUS REGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'EST

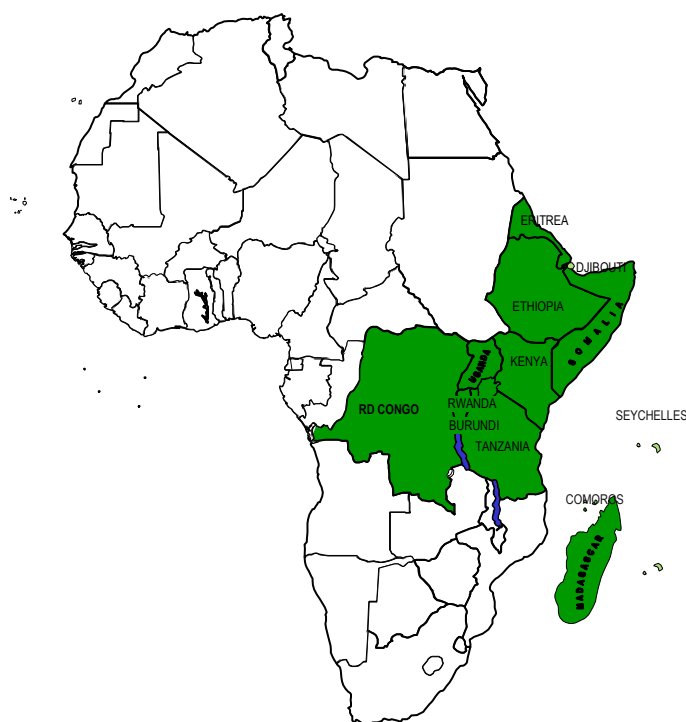
CEA/BSR-AE/CIE/2009/08
Original: English

BSR-AE

08

13^{ème} Réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE)
Mahe, Seychelles, 27-29 avril 2009

Thème: " Evaluer les progrès dans la mise en œuvre des TIC en vue du développement de l'Afrique de l'Est "



RAPPORT SUR L'ETAT DE L'INTEGRATION REGIONALE EN AFRIQUE DE L'EST: PROGRES ET PERSPECTIVES: BREVE NOTE DU BSR-AE



TABLE DES MATIERES

1. Introduction	3
2. Bref historique.....	3
2. Caractéristiques du processus d'intégration dans la Sous-région	4
de l'Afrique de l'Est.....	4
3.1 Où va l'intégration en Afrique de l'Est ?	5
i. L'intégration de l'Afrique de l'Est est une histoire vieille et perpétuelle	5
ii. Le commerce intra-régional commence à reprendre.....	5
iii. Les performances de croissance durable se sont stabilisées	5
iv. La coordination du chevauchement d'adhésion.....	6
v. Des contraintes persistent à différents niveaux	7
vi. Problème particulier d'instabilité et des conflits.....	7
4. Perspectives d'avenir.....	8
Références	9

1. Introduction

L'intégration économique se définit souvent comme la suppression des barrières économiques entre deux ou plusieurs économies. Le but ultime de l'intégration régionale est de fusionner certains ou tous les aspects (selon le stade de l'évolution) des économies concernées, en supprimant toute démarcation sur laquelle la circulation concrète ou potentielle des services, des biens et des facteurs de production sont relativement faibles (Pelkmans, 2006).

En fait, la justification de l'intégration économique en Afrique est évidente. L'intégration est l'un des meilleurs moyens d'exploiter des ressources de façon collective, de pénétrer efficacement des marchés mondiaux et attirer des investissements étrangers directs. Toutefois, ce processus fait face à de nombreux contraintes et obstacles.

Sans pour autant devancer les exposés issus des CER, le présent bref examen donne un aperçu rapide de l'intégration régionale en Afrique de l'Est ; ses forces et faiblesses, des défis et des possibilités des perspectives d'avenir.

Cette analyse est donc organisée comme suit:

- 1) Bref historique ;
- 2) Caractéristiques du processus d'intégration dans la Sous-région de l'Afrique de l'Est ; et
- 3) Perspectives d'avenir.

2. Bref historique

Les objectifs de l'intégration régionale sont nombreux et ont évolué au fil du temps.

- (i) L'objectif initial était la décolonisation politique ; du moins pour l'Afrique;
- (ii) Après les indépendances, cet objectif est devenu d'ordre socio-économique;
- (iii) Actuellement, l'un des objectifs est le pouvoir de négociation dans les négociations internationales ; et
- (iv) Des avantages communs en ce qui concerne l'accélération de la croissance et du développement.

L'intégration économique est dans une certaine mesure politique. Les interactions entre les deux varient d'un cas à l'autre. Souvent et dans le monde réel, il y a un rapport bidirectionnel. Cela conduit à des aspects institutionnels de l'intégration régionale puisque la vitesse et la réussite de l'intégration économique dépendent beaucoup de la qualité des institutions et du niveau de leur engagement.

Il faut reconnaître que le processus d'intégration régionale n'implique pas seulement des avantages mais aussi des dépenses. Sur le plan des avantages, on peut noter les points ci-après:

- L'intégration régionale favorise la concurrence et une meilleure productivité grâce à un marché plus vaste. Ceci apporte des gains dynamiques en ce qui concerne:
 - a. L'augmentation du taux de croissance des facteurs de production, conduisant à la croissance rapide de la production et
 - b. L'accroissement du taux des progrès technologiques, et donc une croissance plus rapide de la production.
- L'impact positif sur la croissance de la productivité totale des facteurs et sur le taux de formation de capital ;

- Plus de crédibilité et de réformes économiques positives, tels que: Le taux d'inflation faible, de petits déficits publics et stabilité du taux de change. En bref, la stabilité macroéconomique et les résultats de croissance y afférents;
- Les investissements diversifiés et plus importants grâce à une augmentation du volume du marché potentiel et de la crédibilité avec une éventuelle réduction des risques et l'augmentation du rendement des capitaux engagés étant donné qu'un grand marché (avec un groupement plus important des consommateurs ayant des goûts hétérogènes et des institutions coordonnées) augmente le taux de rendement des capitaux engagés, la crédibilité et réduit ainsi des risques ;
- Un grand pouvoir de négociation dans les négociations commerciales. Certains Accords d'intégration régionale (AIR) ont lancé des processus de négociations à ces niveaux: Le COMESA et la CEDEAO contribuent, au nom de leurs Etats membres, aux accords de partenariat économique entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. L'étendue réduite des pays pauvres est ainsi compensée par le groupe d'intégration régionale ;
- Des zones d'intégration régionale facilitent la résolution, la prévention et la gestion des conflits. Les deux cas connus dernièrement sont la contribution de la CEDEAO à la crise en Côte d'Ivoire et la participation active de l'IGAD au règlement de la crise somalienne. Elles renforcent la stabilité socio-économique et politique et améliorent les réformes en matière de la gouvernance, la paix et la sécurité;

Sur le plan des coûts, les éléments ci-après sont importants:

- Le détournement du trafic d'échanges (bien qu'il soit possible de compenser ce détournement par la création de plus d'échanges commerciaux) ;
- La diminution d'impôts et taxes (par la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires). Le niveau de cet impact dépend de la capacité de chaque pays à mobiliser des ressources alternatives, même si le taux des pertes sera très élevé dans certains pays pauvres dépendants. L'inégalité des profits et pertes de certains pays et des conflits. Pour surmonter cette contrainte, il faut un engagement ferme dans la mise en œuvre des accords convenus et des mécanismes équitables dans l'arbitrage des différends et la répartition équitable des fruits et pertes de l'intégration;
- La possibilité de perte de l'identité, souveraineté et culture nationales: Certains outils¹ de gestion économique disparaissent avec le temps en raison de l'amélioration du processus d'intégration. De même, la marge politique pourrait aussi se restreindre.

2. Caractéristiques du processus d'intégration dans la Sous-région de l'Afrique de l'Est

Au départ, il convient de noter que les résultats d'intégration en Afrique diffèrent selon les secteurs et les CER. Des progrès remarquables ont été accomplis dans la libéralisation des échanges (UEMOA et COMESA), la liberté des personnes et des biens, la paix et la sécurité (CEDEAO), etc. Toutefois, il y a en général peu de progrès dans des domaines tels que le commerce au sein des blocs régionaux, la convergence macroéconomique, etc. Le commerce africain est très faible. Il était estimé à 5% en 1980 et a diminué jusqu'à 2% en 2002. En 2006, le commerce intra-régional était estimé à 5%, à 13% au sein de la SADC, à 14% au sein de l'UEMOA, etc. (Banque mondiale, 2003).

¹ Cela comprend entre autres la perte de la politique monétaire par la banque centrale nationale, étant donné que ce rôle est exclu par la banque centrale régionale.

3.1 Où va l'intégration en Afrique de l'Est ?

L'état de l'intégration régionale dans la sous-région de l'Afrique de l'Est comprend 2 Communautés économiques régionales (IGAD et CAE) et 3 Organisations intergouvernementales (CEPGL, CIRGL et COI)². Leurs origines, durée de vie, objectifs et vitesse d'intégration sont différents. En outre, il existe différentes zones d'intégration régionale qui se chevauchent.

Dans ce contexte, les principales questions qui devraient être signalées par rapport à l'intégration de l'Afrique de l'Est sont notamment les questions ci-après:

i. L'intégration de l'Afrique de l'Est est une histoire vieille et perpétuelle

Le processus d'intégration régionale en Afrique de l'Est date de longtemps, mais il englobe toujours de nouvelles structures d'intégration, de nouveaux membres dans des structures anciennes et de nouvelles questions comme ci-dessous:

- Les origines de la CAE remontent à 1933 avec la coordination des activités économiques et politiques suivant les liens coloniaux (chemin de fer Kenya-Ouganda, le Conseil monétaire d'Afrique de l'Est, l'Union postale, etc). Le processus a évolué au fil du temps et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) a été créée en 1967 ;
- La CEPGL a été créée à la fin de 1976 après une décennie d'accords communs;
- L'IGAD a été créée en 1996 pour remplacer l'Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et le développement (IGADD) ;
- La nouvelle organisation est la CIRGL qui est entrée en vigueur en 2006.

Dans la progression de l'histoire de l'intégration en Afrique de l'Est, certaines CER se sont effondrées et ont été relancées. La CAE a été dissoute dans les années soixante-dix suite aux préoccupations concernant la répartition des fruits de l'intégration. Sa relance a donné une nouvelle vie et, en fin de compte, une plus grande importance au processus d'intégration avec l'adhésion du Burundi et du Rwanda. De même, la CEPGL est devenue moribonde et elle est actuellement prête à redémarrer.

ii. Le commerce intra-régional commence à reprendre

Bien que le commerce intra-régional en Afrique de l'Est relève d'une situation commune d'une faible part du commerce africain dans le monde, la mise en œuvre du processus d'intégration en Afrique de l'Est révèle quelques signes positifs. Le Kenya a fait une remise de 90% sur les tarifs douaniers alors que celle de la Tanzanie et l'Ouganda s'élève à 80%. Les barrières non tarifaires au commerce transfrontalier sont également en train d'être supprimées progressivement.

iii. Les performances de croissance durable se sont stabilisées

La sous-région de l'Afrique de l'Est est la meilleure en ce qui concerne les performances de croissance depuis près de cinq ans. La Sous-région d'Afrique de l'Est est classée au premier rang

² Sauf indication contraire, nous allons utiliser de façon interchangeable OIG et CER sous le vocable de CER.

depuis plus de cinq ans en ce qui concerne les performances de croissance en dépit des conflits qui touchent plusieurs régions. Il y a bien sûr des disparités des performances, compte tenu de certains pays qui affichent de très bons taux de croissance, élevant ainsi la moyenne régionale. Malheureusement, l'ensemble de la région sera probablement très touché par la crise financière.

iv. La coordination du chevauchement d'adhésion

Les processus d'intégration régionale ont des objectifs, programme et calendrier différents. Cela a conduit aux chevauchements d'adhésion dans la région (Voir tableau 1 ci-dessous). Par exemple, la Tanzanie est membre de la SADC, la CAE et pas du COMESA. Le Kenya est membre du COMESA et de la CAE et pas de la SADC. Ce chevauchement soulève de nombreuses questions. Par exemple, si la SADC accélère son processus d'intégration et ouvre ses frontières aux produits des partenaires. Le Kenya pourrait profiter de cet avantage par l'intermédiaire de la Tanzanie. Cela soulève la question de savoir comment faire face à une telle situation.

Tableau 1: Adhésion des pays de l'Afrique de l'Est aux CER

CER / OIG PAYS	COMESA	IGAD	CAE	CEN-SAD	CEPGL	CIRGL	COI	SADC	CEEAC	TOTAL
Burundi	X		X		X	X			X	5
Comores	X						X			2
RDC	X				X	X		X	X	5
Djibouti	X	X		X						3
Ethiopie	X	X				X				3
Erythrée	X	X		X						3
Kenya	X	X	X	X		X				5
Madagascar	X						X	X		3
Rwanda	X		X		X	X		X		5
Seychelles	X						X			2
Somalie		X		X						2
Tanzanie			X			X		X		3
Ouganda	X	X	X			X				4

Le tableau 3 montre comment les pays d'Afrique de l'Est emploient actuellement des efforts et des ressources dans un certain nombre de partenariats. Dix des treize pays sont membres de trois CER et quatre pays sont membres de cinq CER. Etant donné que des pays sont confrontés à la pénurie des ressources, ce chevauchement d'adhésion pourrait entraver les efforts régionaux. En outre, la vitesse du processus de mise en œuvre n'est pas la même.

Enfin, toutes les CER sont confrontées aux mêmes problèmes et mettent en œuvre des programmes ayant de mêmes composantes. Pour ne citer que quelques aspects, environ toutes les CER ont des problèmes en rapport avec la paix et la sécurité, le commerce et la stabilité macroéconomique. Toutefois, la vitesse de la mise en œuvre, le calendrier, les capacités financières varient d'une CER à l'autre.

Dans un effort louable en vue de résoudre le problème de chevauchement des membres dans le processus d'intégration de la région de l'Afrique de l'Est, un nouveau cadre est en train de voir le jour faisant suite au sommet tripartite entre la CAE-COMESA et la SADC. Le sommet tripartite s'est tenu le 22 octobre 2008 à Kampala, dans le but d'approfondir l'intégration des trois CER, s'entendre sur les programmes, un groupe de travail et sur une feuille de route pour la mise en œuvre de cette fusion en vue de la promotion accélérée de la Communauté économique africaine, tel que stipulé dans le Traité d'Abuja.

v. Des contraintes persistent à différents niveaux

L'Afrique est confrontée à un grand défi d'avoir une monnaie unique et une banque centrale d'ici à 2025. Toutefois, l'intégration sous-régionale est lente et n'est pas conforme au Programme de coopération monétaire en Afrique, l'organe qui s'occupe de ce défi énorme. Les résultats sont largement en deçà des attentes, en raison de nombreuses contraintes telles que:

- (i) Une faible vitesse de processus de mise en œuvre et inquiétude au sujet de l'échec macroéconomique. Une mise en œuvre du processus d'intégration nécessite, à une étape donnée, la convergence des indicateurs macro-économiques, regroupés dans des critères traditionnels et peu originaux;
- (ii) La dépendance vis-à-vis de l'aide étrangère et des exportations des produits de base, ce qui conduit à une forte vulnérabilité aux chocs exogènes, la pénurie des ressources et à la faiblesse du mécanisme institutionnel. La crise financière mondiale affectera négativement l'état de l'intégration régionale, compte tenu de la diminution de la demande des pays développés, le chômage et la baisse prévue de l'aide étrangère puisque les pays en développement s'occuperont de leurs affaires internes, etc.
- (iii) Une faible mobilité des facteurs de production en raison du manque de diversification et de la mauvaise qualité d'infrastructures;
- (iv) Le manque de crédibilité qui entrave les investissements potentiels ; Cette contrainte constitue un obstacle aux initiatives du secteur privé ;
- (v) Même si les pays sont engagés dans le même processus régional avec un partenariat volontaire, ils ont des vitesses différentes avec des dirigeants et disciples, une forme de rivalité et de discordance et un climat d'asymétrie se caractérisant par des gagnants et des perdants. Cette structure de répartition inégale des avantages du processus d'intégration résulte du manque d'études appropriées avant l'adhésion à un processus d'intégration. La CAE s'est effondrée en 1976 par suite de l'impression de l'Ouganda et de la Tanzanie que les avantages ne revenaient qu'au Kenya.

vi. Problème particulier d'instabilité et des conflits

La sous-région de l'Afrique de l'Est est exposée aux conflits. Du Congo au Burundi, en passant par le Kenya et l'Ouganda, des conflits intra-étatiques et interétatiques tourmentent cette sous-région. Le plus souvent, dans de telles situations conflictuelles, des programmes d'intégration sont sacrifiés. La CEPGL s'est effondrée à la suite des troubles politiques régnant dans ses trois Etats membres et le processus de sa relance n'est pas encore achevé. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles certaines CER / OIG (telles que la CIRGL, l'IGAD et la CEPGL) comprennent les objectifs en rapport avec la sécurité. En tout cas, dans la sous-région de l'Afrique de l'Est, il est évident que l'intégration doit se fonder sur la paix et la sécurité.

De plus, des conflits civils internes et des guerres interétatiques ont eu tendance à «diluer» les avantages potentiels de l'intégration régionale dans des pays comme le Burundi, le Rwanda, le

Soudan, l’Ethiopie, l’Ouganda, la RDC, le Kenya, etc. Des tensions transfrontalières et des retombées négatives ont également affecté la circulation des personnes et d'autres facteurs de production, du commerce et des infrastructures.

Il faut atténuer les effets des conflits mentionnés ci-dessus par une volonté politique plus forte pour réduire des tensions et, le cas échéant, lever des obstacles politiques à l'intégration régionale.

4. Perspectives d’avenir

La sous-région de l’Afrique de l’Est se porte bien en ce qui concerne les performances de croissance. Toutefois, il y a quelques obstacles qui entravent ce processus. On espère que des exposés détaillés issus des CER / OIG souligneront d’autres questions et proposeront des moyens d’accélérer et approfondir le processus d’intégration en vue de bonnes perspectives d’avenir.

Références

1. CEA (2007), *Assessing Regional Integration in Africa*, Addis Ababa: United Nations Economic Commission for Africa (UNECA)
2. CEA (2006), *Etat de l'Intégration Régionale en Afrique II: Rationalisation des Communautés économiques régionales*, Addis-Abeba: CEA
3. CIRGL (2006a) Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la Région des Grands Lacs, Nairobi
4. CIRGL et CEA, (2008) Groupe Thématique « Développement Economique et Intégration Régionale », Kigali.
5. COMESA (1994) Agreement Establishing the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), Lusaka
6. COMESA (2007) “State of Integration in COMESA”, Report of the Secretary-General to the 12th COMESA Summit, mai 2007, Lusaka
7. CAE (1999a) Treaty Establishing the East African Community, Arusha
8. Hettne, Björn (1999) “Globalization and the New Regionalism: The Second Great Transformation” in Hettne, Björn; Inotai, András and Sunkel, Osvaldo, *Globalism and the New Regionalism, Vol. 1*, London: Macmillan
9. Hurrell, Andrew (1995) “Regionalism in Theoretical Perspective” in Fawcett, Louise and Hurrell, Andrew (eds) *Regionalism in World Politics: Regional Organization and International Order*, Oxford University Press
10. IGAD (1996), Agreement Establishing the Intergovernmental Authority for Development (IGAD), Nairobi
11. IGAD (2002), Protocol on the Establishment of a Conflict Early Warning and Response Mechanism for IGAD Member States, Djibouti
12. Khandelwal, Padamja (2004) “COMESA and SADC: Prospects and Challenges for Regional Trade Integration”, *Working Paper 04/227*, IMF, Washington DC
13. Little, Peter (2007) “Unofficial Cross-Border Trade in Eastern Africa”, paper presented at the FAO workshop on “Staple Food Trade and Market Policy Options for Promoting Development in Eastern and Southern Africa”, FAO Headquarters, Rome, 1-2 March
14. Ministry, Percy S. (2000) “Africa’s Record of Regional Co-Operation and Integration”, *Journal of Modern African Studies*, 99 (397), pp553-573
15. Mugomba, Agrippah T. (1978) “Regional Organisations and African Underdevelopment: The Collapse of the East African Community”, *Journal of Modern African Studies*, 16 (2), pp261- 272
16. OUA (1991), *Traité instituant la Communauté économique africaine (le Traité d'Abuja)*, Abuja
17. Uppsala Conflict Database (2006), *Active conflicts by conflict type and region 1946-2006*.